

**BENBOUZID À ORAN :**

**«Le tsunami que j'avais prévu n'a pas eu lieu»**

*En visite de travail et d'inspection, ce dimanche dans la wilaya d'Oran, le ministre de l'Education nationale a estimé que le «tsunami» qu'il avait prévu auparavant concernant cette rentrée scolaire, n'a finalement pas eu lieu, selon ses constatations.*

**Amel B. - Oran (Le Soir)** - Le ministre affichait sa totale satisfaction, malgré toute la contestation pour une rentrée aussi facile qu'il le décrit. Concernant les contractuels, M. Benbouzid dira avec assurance que «le problème est réglé et que les 27 000 contractuels ont passé leur concours.

Quant à ceux qui s'agitent toujours, leur contrat est arrivé à son terme au mois de juillet. Il faut arrêter de s'agiter ! Ils ne font plus partie du secteur de l'éducation».

Lors de cette visite de travail, le ministre de l'Education nationale a procédé dans un premier temps à l'inspection des nouvelles infrastructures réalisées dans le secteur. Il s'est informé de l'avancement des travaux au niveau

de Hassi Mafsoukh, pour des chantiers de réalisation d'un lycée et d'un CEM. Par la suite, le ministre a procédé à l'inauguration de deux CEM à l'USTO et à la cité AADL qui sera dotée de deux écoles primaires

Une autre escale l'a mené à Bir El-Djir où il devait inspecter le lycée et le CEM El-Yasmine.

Il a visité, par la suite, la cité Haï Es Sabah pour l'inspection d'un CEM et la supervision du chantier de réalisation d'une école primaire. Pour sa dernière escale, le ministre de l'Education devait se rendre à Mers El-Kebir pour y inspecter le chantier de réalisation d'une école primaire.

S'agissant de la double vacation, selon le ministre, ce procédé tend à disparaître. Relayé par le directeur de l'éducation qui inter-

vint à ce sujet. L'on apprend que «10 à15% de la double vacation est partielle, trois écoles sur 479 exercent toujours la double vacation». Un constat qui semble satisfaire le ministre.

Revenant sur le projet que son ministère devrait conclure avec les écoles privées quant à la prise en charge des élèves en préscolaire, le ministre précisera qu'il n'aidera que les écoles privées qui accepteront de collaborer en matière de préscolaire.

Lors de son escale à Haï

El Yasmine, le ministre a été interpellé par des cris de mères de famille qui revendiquaient la distribution de l'aide de 2000 DA. Dès lors, il a instruit la Direction de l'éducation afin de mettre en place des brigades spéciales pour mener au plutôt cette opération.

A Hassi Mafsoukh, des enseignants ont saisi l'occasion de cette visite afin d'informer le ministre sur le fait que certains établissements n'étaient pas dotés de logements de fonction. A cet instant, le ministre sortit de ses gonds et interpella le DLEP.

«Le ministère a débloqué 248 milliards de centimes pour la réalisation de logements de fonction. Qu'est-ce que vous en avez fait ?» Le DLEP répondit simplement : «Nous n'avons rien reçu.».

Instruction fut alors donnée par le ministre, afin que plus jamais aucun établissement ne puisse être réceptionné sans logement de fonction. Intervenant sur le même sujet, le directeur de l'éducation précisera qu'il existe un problème lié à ces logements de fonction. Dans plusieurs cas, certains

refusent de quitter les lieux après la fin de leur fonction. A ce sujet, le ministre dira que les mesures sont strictes, même si l'on devait avoir recours à la justice sauf dans des cas de force majeure où le résident n'a guère où aller.

Le directeur de l'éducation précisera que, jusqu'à aujourd'hui, environ 80 dossiers pour dépôt de plainte ont été présentés à la justice, tout en ajoutant que le nombre des occupants illégaux de logements de fonction est bien plus important.

**A. B.**

**LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE À BLIDA :**

**«J'enverrai l'inspection générale pour faire ressortir la cause des échecs»**

*Contrarié par l'absence de manuels scolaires au lycée Ibn-Rochd de Blida, le ministre de l'Education nationale, Boubekur Benbouzid, en visite d'inspection et de travail, samedi dernier, dans la wilaya de Blida, informera de sa décision d'envoyer l'inspection générale de son département aux fins d'enquêter sur le pourquoi de la non-distribution de livres aux élèves démunis et de la prime de scolarité de 2 000 DA.*

«Je me rends compte pourquoi Blida a eu de mauvais résultats aux différents examens. C'est parce que les élèves ne sont pas bien pris en charge», tonnera Boubekur Benbouzid à l'endroit du directeur de l'éducation de Blida, avant d'ajouter : «Je ne veux pas voir un établissement sans livres. Ailleurs, les manuels ont été distribués à temps d'autant que 650 milliards de centimes ont été débloqués à cet effet.» Le ministre avisera qu'il viendra souvent à Blida pour s'enquérir du suivi du processus éducatif dans la wilaya. A l'adresse du directeur de l'éducation, il dira avec

des menaces à peine voilées : « Avant vous étiez à Batna, donc loin de mes yeux, aujourd'hui, vous êtes à Blida. Alors il faut faire attention.»

Toutefois, le ministre affichera sa satisfaction à la vue d'arbres datant de l'ère coloniale et encore en vie au lycée Ibn-Rochd, qui a été construit en 1 880 et où sont scolarisés 1 144 élèves dont 717 filles. Ce même établissement, qui nécessite une mise à niveau pour répondre aux normes antisismiques, fait l'objet d'une étude en vue de sa consolidation et de sa restauration. Boubekur Benbouzid visitera ensuite les projets en chantier

de plusieurs établissements scolaires à Chiffa, Oued-El-Alleug, Bouinan et Boufarik, notamment les CEM, qui, selon lui, seront opérationnels à partir du mois de novembre prochain.

A Bouinan, le ministre de l'Education nationale donnera ordre à ce que les lycées et CEM de la wilaya de Blida soient dotés d'un deuxième laboratoire et les écoles primaires de dix micro-ordinateurs, et ce, pour s'adapter aux nouvelles réformes engagées dans le secteur.

Avant de partir, Boubekur Benbouzid exigea du directeur de l'éducation de faire comparaître l'économe du lycée Ibn-Rochd devant la commission de discipline. «Je ne veux plus entendre parler de lui», insistera le ministre avant de jeter une fleur au directeur de la DLEP en lui précisant qu'il a bien fait de le faire venir de Tizi-Ouzou.

**M. B.**

**LA RENTRÉE UNIVERSITAIRE EST PRÉVUE LE 4 OCTOBRE**

**Dans quelles conditions ?**

*Les étudiants reprendront le chemin du campus à compter du 4 octobre, date retenue officiellement par le département de Haraoubia.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - En réalité, la rentrée s'étalera sur plusieurs semaines en fonction des dates de rattrapages dans les différents instituts et facultés.

Les établissements du centre connaîtront des difficultés pour absorber le flux des nouveaux étudiants estimé à 259 901.

Leurs responsables avaient fait état de leur crainte lors d'une récente rencontre tenue au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur. Si le ministre s'est voulu particulièrement rassurant, l'optimisme n'est pas de mise chez les gens du terrain.

Sur un plan purement pédagogique, le système LMD continue de susciter autant d'inquiétude et d'incompréhension chez la famille universitaire.

Beaucoup de nouveaux bacheliers ont eu des difficultés à choisir une filière et à opter pour le système classique ou LMD.

Faute d'informations, nombreux sont ceux qui ont choisi l'un ou l'autre sans connaissance de cause.

Au grand dam du ministre du secteur, le système LMD introduit dans le cadre de la réforme de l'université continue de susciter des réticences.

En témoignent les statistiques qui font ressortir que, pour la rentrée 2008-2009, 42% seulement des bacheliers ont opté pour ce système contre 57% qui lui ont préféré le système classique.

Les recteurs sont d'ailleurs appelés à faire plus d'efforts pour convaincre les étudiants d'opter pour le LMD.

Le ministre voudrait, en effet, généraliser ce système et pousser davantage d'étudiants à y adhérer.

Pour accompagner ceux qui ont choisi le LMD, un texte de loi instaurant le tutorat sera incessamment approuvé par le gouvernement.

Il s'agira de nommer, pour chaque étudiant, un professeur qui lui servira de «guide» tout au long de son cursus.

Le rôle du tuteur ne se limitera pas à cette mission puisqu'il devra aider le jeune diplômé à s'insérer dans le monde du travail.

C'est sur cet accompagnement que mise le ministère pour augmenter le nombre de postulants au LMD. Une tâche qui s'annonce ardue.

Aussi ardue que de répondre aux demandes d'hébergement et de restauration en dépit de près de 83 000 nouveaux lits promis, portant ainsi le nombre total à 460 000 lits.

Les œuvres universitaires auront également beaucoup d'efforts à fournir pour répondre aux besoins des étudiants.

D'ailleurs, le ministre lui-même a reconnu qu'en la matière, des efforts devaient être fournis. Haraoubia s'était dit étonné de voir le transport s'arrêter aux alentours de 18 heures. Il avait indiqué d'ailleurs que désormais, le cahier des charges des transporteurs souhaitant faire du transport universitaire devra obligatoirement contenir une clause les obligeant à, travailler plus tard. Même mesures pour les œuvres universitaires.

Pour le ministre du secteur, il n'est pas admissible qu'un étudiant qui rentre un peu tard trouve le restaurant universitaire fermé.

Des directives données avant même la rentrée. Haraoubia voudrait, en effet, une rentrée sans fausse note. L'aura-t-il ?

**N. I.**

**DIX JOURS APRÈS  
LA RENTRÉE SCOLAIRE  
À CONSTANTINE  
Le Cnapest annonce  
la couleur**

En dépit du jugement en référé, rendu samedi dernier par la cour de Constantine portant invalidation du préavis de grève pour non-respect des délais réglementaires, les enseignants du secondaire ont quand même répondu à l'appel du Cnapest lancé à la fin de la réunion de son conseil de wilaya, tenue le jour même de la rentrée scolaire. Et même si l'impact de ce débrayage n'était pas retentissant, des arrêts de travail ont été enregistrés à travers la plupart des lycées de la wilaya, selon le coordinateur de wilaya de ce syndicat. Une action que les enseignants grévistes ont engagée en signe de solidarité avec leurs collègues, au nombre de 17, suspendus abusivement, selon leurs termes. En tout état de cause, la chambre administrative près de la cour de Constantine ne s'est pas prononcée, dans son verdict de samedi, s'agissant de la légitimité de la grève. Néanmoins, le directeur de l'éducation, affirme qu'un nombre de professeurs, avait exercé des pressions (menace de suspension, ponctions sur les salaires...) sur le corps enseignant pour que ce mouvement n'aboutisse pas et ce, avant même d'entamer l'action juridique contre leurs représentants.

En effet, personne parmi les syndicalistes ni les enseignants n'était, hier, en mesure de constater le volume d'adhésion à ce mouvement de grève alors que certains proviseurs ont interdit à la presse d'entrer à l'intérieur de leurs établissements, refusant de recevoir des journalistes sans autorisation préalable, délivrée, faut-il le préciser, par la Direction de l'éducation. Les élèves dont les enseignants étaient en grève, ont été maintenus dans les cours des établissements. Il est à rappeler que «la marginalisation que subissent les représentants des enseignants dans les réunions de la commission paritaire, les atteintes portées contre le Cnapest par ce responsable sur les ondes de la radio locale, dans les réunions officielles..., les sanctions abusives contre le corps enseignant, l'exclusion des adhérents au Cnapest de la participation dans les concours de promotions...» sont, entre autres, les raisons qui ont motivé ce débrayage.

**Lyas Hallas**